

L'accessibilité des Établissements Recevant du Public et des Installations Ouvertes au Public

GUIDE TECHNIQUE POUR L'APPLICATION DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

Ce document présente un caractère informatif et ne prétend pas être exhaustif par rapport à la réglementation en vigueur.



Loi n°2005-102 du 11 février 2005 (*JO du 12 février 2005*)

Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 (*JO du 18 mai 2006*)

Décret 2007-1327 du 11 septembre 2007 (*JO du 12 septembre 2007*)

Arrêté du 1er août 2006 (*JO du 24 août 2006*) (R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du CCH)

Arrêté du 30 novembre 2007 (*JO du 19 décembre 2007*)

Arrêté du 21 mars 2007 (*JO du 05 avril 2007*)

Arrêté du 09 mai 2007 (*JO du 13 mai 2007*) relatif aux professions libérales

Arrêté du 11 septembre 2007 (*JO du 26 septembre 2007*) relatif aux attestations de conformité.

Circulaire n° DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007

octobre 2011

Exigences réglementaires générales

1 - Les cheminements extérieurs

Un cheminement accessible doit permettre d'accéder à l'entrée principale, ou à une des entrées principales, des bâtiments depuis l'accès au terrain. Le choix et l'aménagement de ce cheminement sont tels qu'ils facilitent la continuité de la chaîne du déplacement avec l'extérieur du terrain. Le cheminement accessible doit être le cheminement usuel, ou l'un des cheminements usuels.

Une signalisation adaptée doit être mise en place à l'entrée du terrain de l'opération, à proximité des places de stationnement pour le public, ainsi qu'en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'utilisateur.

Le cheminement accessible doit être horizontal et sans **ressaut**.

Lorsqu'une dénivellation ne peut être évitée, un **plan incliné** de pente inférieure ou égale à 5 % doit être aménagé afin de la franchir. Les valeurs de pentes suivantes sont tolérées exceptionnellement :

- ✓ jusqu'à 8 % sur une longueur inférieure ou égale à 2 m,
- ✓ jusqu'à 10 % sur une longueur inférieure ou égale à 0,50 m.

Un **palier de repos** est nécessaire en haut et en bas de chaque plan incliné, quelle qu'en soit la longueur. En cas de plan incliné de pente supérieure ou égale à 4 %, un palier de repos est nécessaire tous les 10 m.

Lorsqu'il ne peut être évité, un faible écart de niveau peut être traité par un **ressaut** à bord arrondi ou muni d'un chanfrein et dont la hauteur doit être inférieure ou égale à 2 cm. Cette hauteur maximale peut toutefois être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente ne dépassant pas 33%.

La distance minimale entre deux ressauts successifs est de 2,50 m.

Les pentes comportant plusieurs ressauts successifs, dits " pas d'âne ", sont interdites

La **largeur** minimale du cheminement accessible doit être de 1,40 m libre de tout obstacle afin de faciliter les croisements.

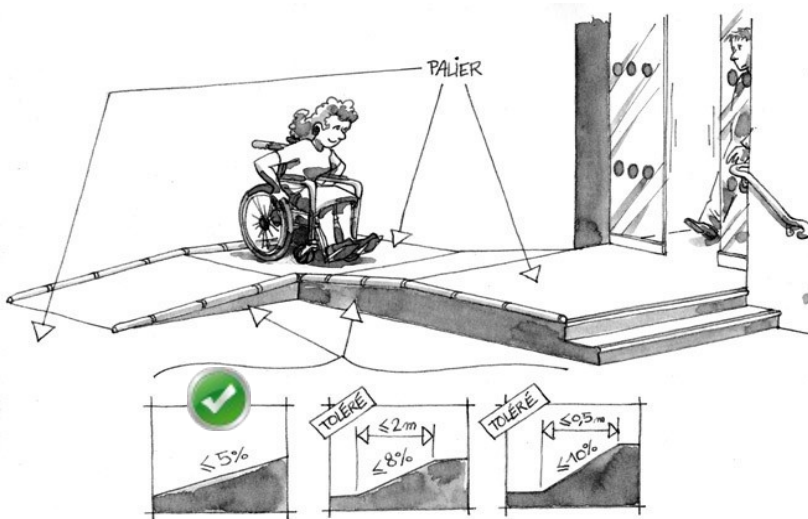
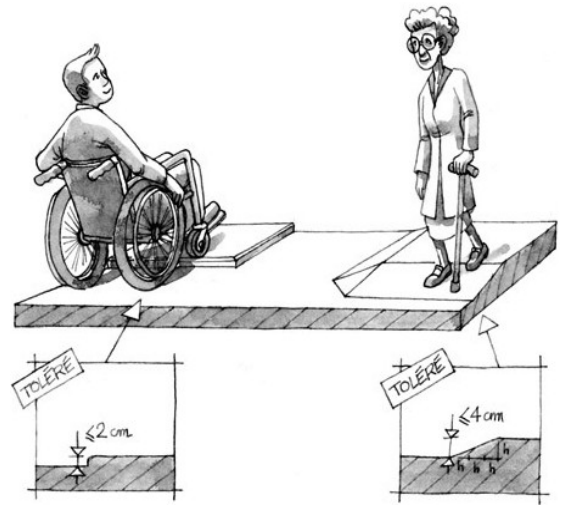
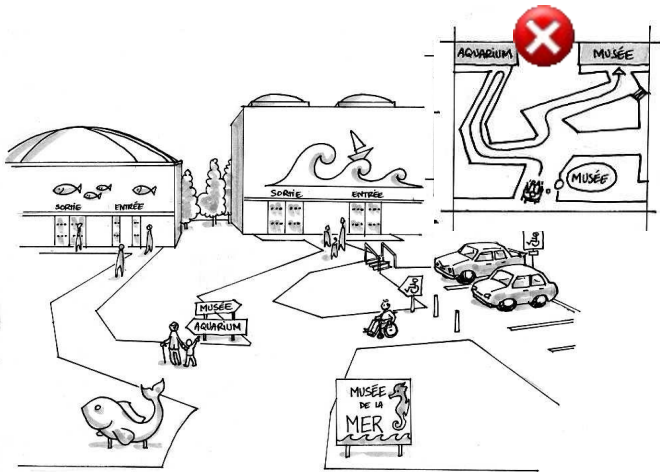
Lorsqu'un rétrécissement ponctuel ne peut être évité, la largeur minimale du cheminement peut, sur une faible longueur, être comprise entre 1,20 m et 1,40 m de manière à conserver une possibilité de croisement entre un piéton et une personne en fauteuil roulant.

Le cheminement doit être conçu et mis en œuvre de manière à éviter la stagnation d'eau. Lorsqu'un dévers est nécessaire, il doit être inférieur ou égal à 2 %.

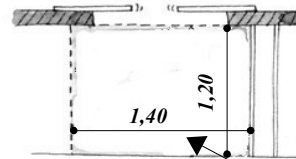
Le **sol** ou le **revêtement** de sol du cheminement accessible doit être non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue. Les trous et fentes situés dans le sol du cheminement doivent avoir une largeur ou un diamètre inférieur ou égal à 2 cm.

Exigences dimensionnelles et qualitatives

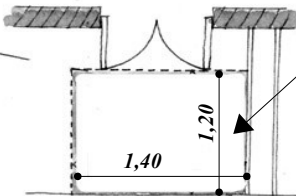
1 - Les cheminements extérieurs



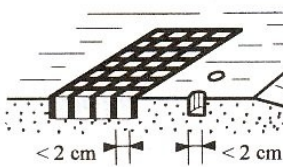
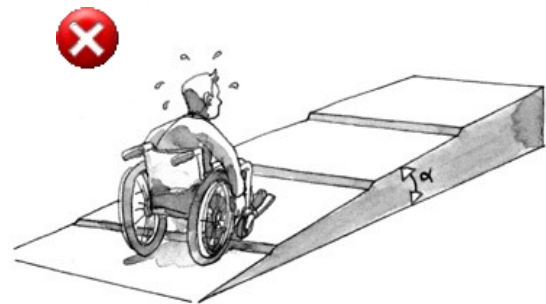
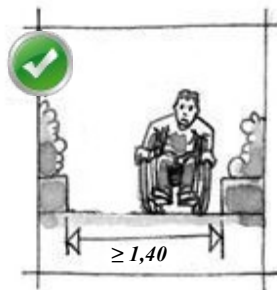
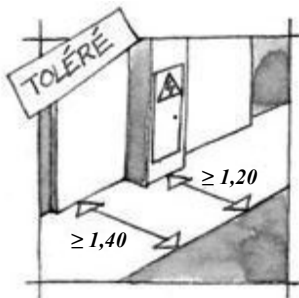
Cas de portes coulissantes



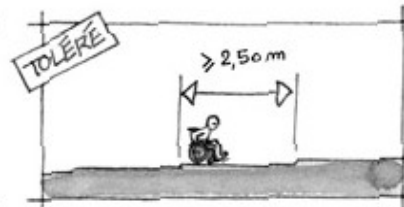
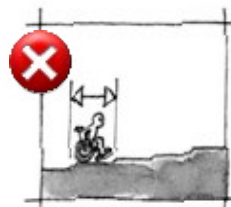
Cas de portes battantes



Palier de repos devant une porte



Trous et fentes



1 - Les cheminements extérieurs

Le cheminement accessible doit être libre de tout **obstacle**. Afin d'être repérables, les éléments éventuels qui ne peuvent pas être mis en dehors du cheminement doivent répondre aux exigences suivantes :

- ✓ s'ils sont suspendus au-dessus du cheminement, laisser un passage libre d'au moins 2,20 m de hauteur au-dessus du sol,
- ✓ s'ils sont implantés sur le cheminement, quelle que soit leur hauteur, ou en saillie latérale de plus de 15 cm sur le cheminement, comporter un élément de contraste visuel par rapport à leur environnement immédiat et un rappel tactile ou un prolongement au sol,
- ✓ lorsqu'un escalier est situé dans un espace de circulation, la partie située en dessous de 2,20 m, si elle n'est pas fermée, doit être visuellement contrastée, comporter un rappel tactile au sol et être réalisée de manière à prévenir les dangers de chocs pour des personnes aveugles ou malvoyantes.

Lorsque le cheminement est bordé à une distance inférieure à 0,90 m par une **rupture de niveau** d'une hauteur de plus de 0,40 m, un dispositif de protection doit être implanté afin d'éviter les chutes.

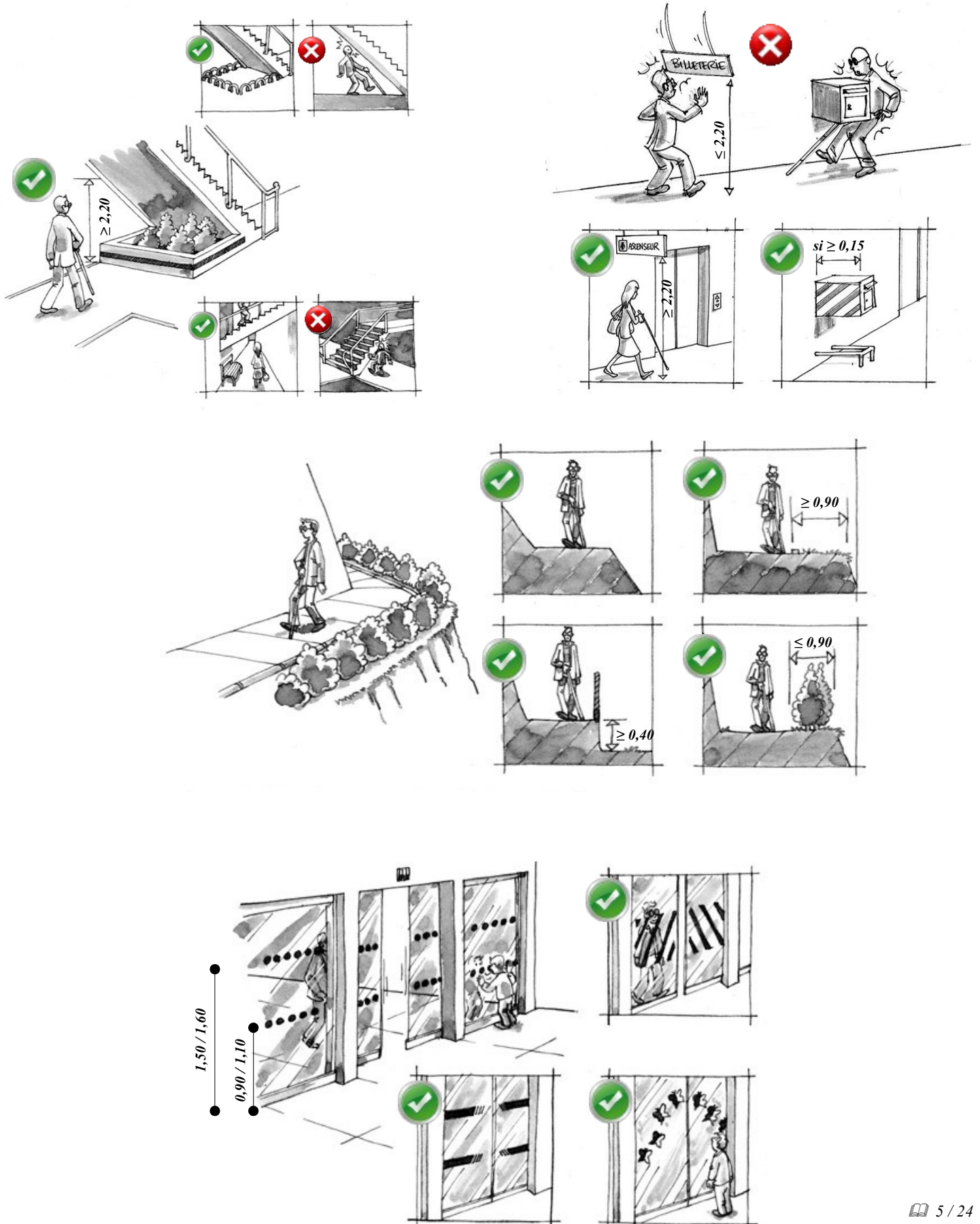
Les **parois vitrées** situées sur les cheminements ou en bordure immédiate de ceux-ci doivent être repérables par des personnes de toutes tailles à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat.

Les bandes doivent :

- ✓ être installées entre 1,50 m et 1,60 m du sol,
- ✓ de préférence, une deuxième bande est installée entre 0,90 m et 1,10 m du sol,


Exigences dimensionnelles et qualitatives

1 - Les cheminements extérieurs



2 - Les stationnements

Les places adaptées destinées à l'usage du public doivent représenter au minimum 2 % du nombre total de places prévues pour le public. Le nombre minimal de places adaptées est arrondi à l'unité supérieure. Au-delà de 500 places, le nombre de places adaptées, qui ne saurait être inférieur à 10, est fixé par arrêté municipal.

Chaque **place adaptée** destinée au public doit être repérée par un marquage au sol ainsi qu'une signalisation verticale. Depuis le 25 avril 2008, pose du panneau B6d " Interdit de stationner et de s'arrêter " et du panneau M6h " Interdit sauf  " (arrêté du 26 juillet 2001).

Une place de stationnement adaptée doit correspondre à un espace horizontal au **dévers** près, inférieur ou égal à 2 %.

La **largeur** minimale des places adaptées doit être de 3,30 m.

Qu'elle soit à l'extérieur ou à l'intérieur du bâtiment, une place de stationnement adaptée doit se **raccorder** sans ressaut de plus de 2 cm au cheminement d'accès à l'entrée du bâtiment ou à l'ascenseur.

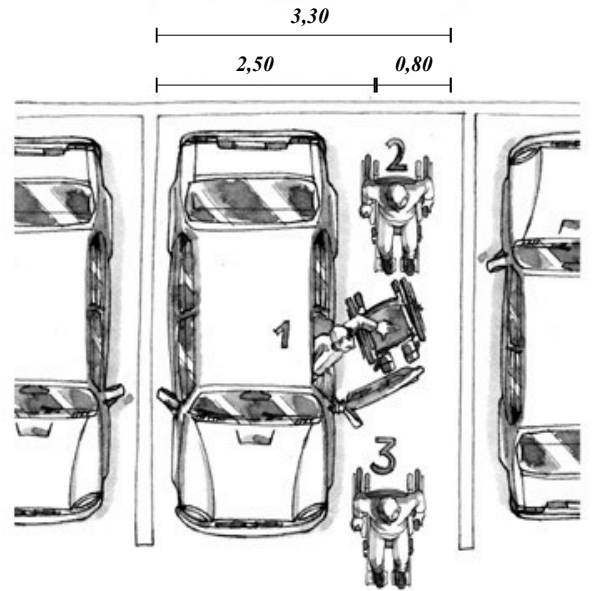
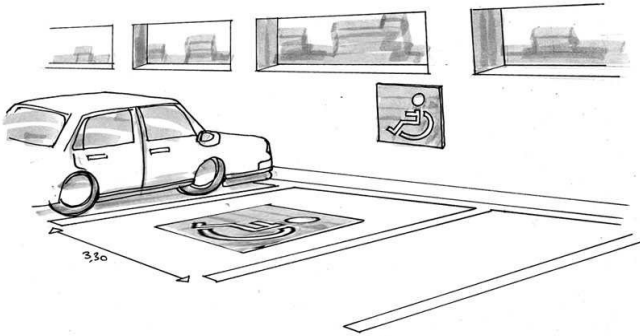
Sur une longueur d'au moins 1,40 m à partir de la place de stationnement adaptée, ce cheminement doit être horizontal au dévers près

S'il existe un **contrôle d'accès** ou de sortie du parc de stationnement, le système doit permettre à des personnes sourdes ou malentendantes ou des personnes muettes de signaler leur présence au personnel et d'être informées de la prise en compte de leur appel. En particulier et en l'absence d'une vision directe de ces accès ou sorties par le personnel :

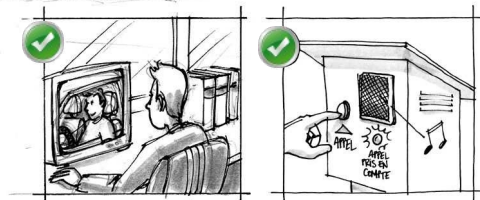
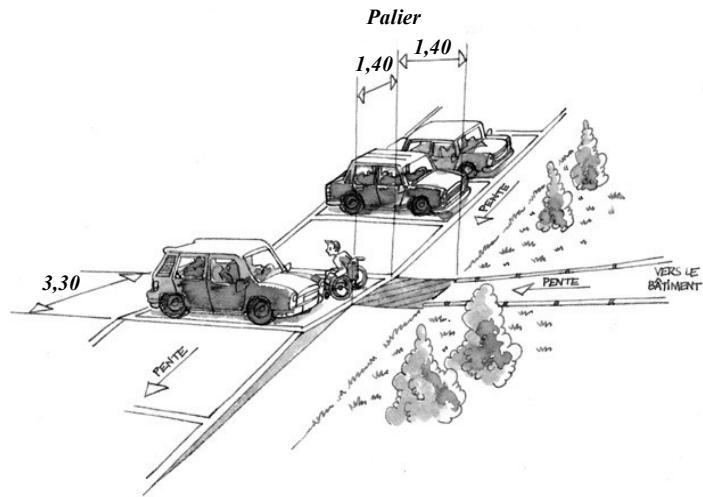
- ✓ tout signal lié au fonctionnement du dispositif d'accès doit être sonore et visuel,
- ✓ les appareils d'interphonie sont munis d'un système permettant au personnel de l'établissement de visualiser le conducteur.

Exigences dimensionnelles et qualitatives

2 - Les stationnements



Panneau B6d avec nouveau panonceau M6h.



3 - Les portes

Toutes les portes situées sur les cheminements doivent permettre le passage des personnes handicapées et pouvoir être manœuvrées par des personnes ayant des capacités physiques réduites, y compris en cas de système d'ouverture complexe. Les portes comportant une partie vitrée importante doivent pouvoir être repérées par les personnes malvoyantes de toutes tailles et ne pas créer de gêne visuelle.

Les **portes principales** desservant des locaux ou zones pouvant recevoir 100 personnes ou plus doivent avoir une largeur minimale de 1,40 m. Si les portes sont composées de plusieurs vantaux, la largeur minimale du vantail couramment utilisé doit être de 0,90 m.

Les portes principales desservant des locaux pouvant recevoir moins de 100 personnes doivent avoir une largeur minimale de 0,90 m.

Un **espace de manœuvre** de porte est nécessaire de part et d'autre de chaque porte ou portillon situé le long du cheminement, à l'exception de ceux ouvrant uniquement sur un escalier, et à l'exception des portes des sanitaires, douches et cabines d'essayage ou de déshabillage non adaptés.

Les **sas** doivent être tels que :

- ✓ à l'intérieur du sas, un espace de manœuvre de porte existe devant chaque porte, hors débattement éventuel de la porte non manœuvrée,
- ✓ à l'extérieur du sas, un espace de manœuvre de porte existe devant chaque porte.

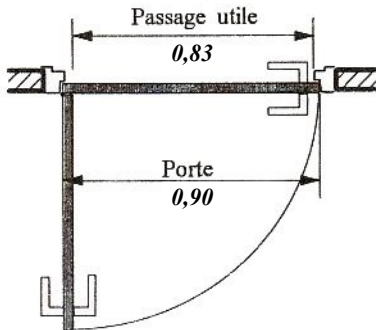
Les **poignées** de porte doivent être facilement préhensibles et manœuvrables en position " debout " comme " assis ", ainsi que par une personne ayant des difficultés à saisir et à faire un geste de rotation du poignet.

L'extrémité des poignées des portes, à l'exception de celles ouvrant uniquement sur un escalier, et à l'exception des portes des sanitaires, douches et cabines d'essayage ou de déshabillage non adaptés, doit être située à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.

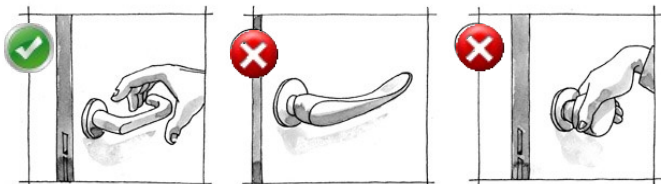
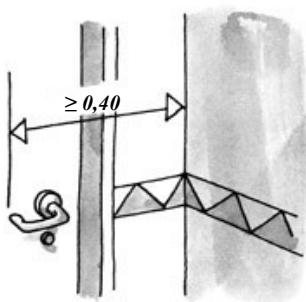
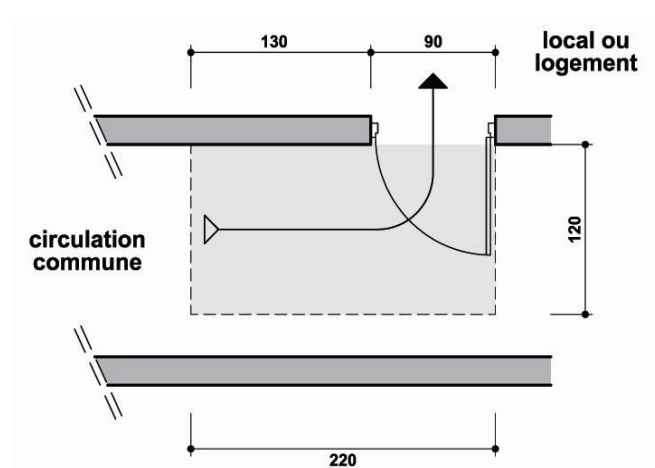
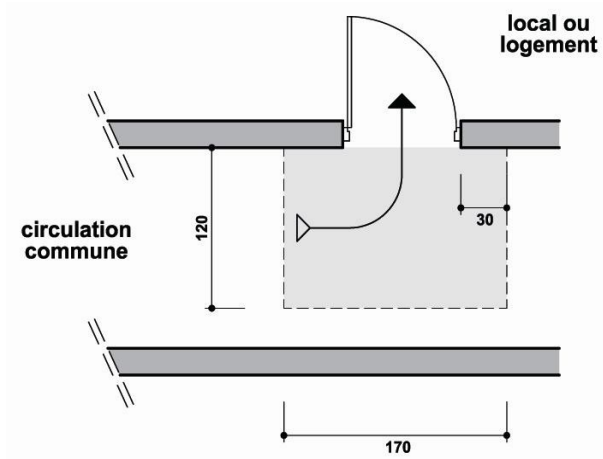
L'effort nécessaire pour ouvrir la porte doit être inférieur ou égal à 50 N, que la porte soit ou non équipée d'un dispositif de fermeture automatique.

Exigences dimensionnelles et qualitatives

3 - Les portes



Nombre de personnes	Porte
plus de 100 personnes	$\geq 1,40$ m avec un minimum de 0,90 m sur le vantail d'usage
moins de 100 personnes	$\geq 0,90$ m
portique de sécurité	$\geq 0,80$ m



4 - Les circulations **verticales**

Les escaliers

Les escaliers ouverts au public dans des conditions normales de fonctionnement doivent répondre aux dispositions suivantes, que le bâtiment comporte ou non un ascenseur.

La **largeur** minimale entre mains courantes doit être de 1,20 m.

Les marches doivent répondre aux exigences suivantes :

- ✓ hauteur inférieure ou égale à 16 cm,
- ✓ largeur du giron supérieure ou égale à 28 cm.

En haut de l'escalier, un revêtement de sol doit permettre **l'éveil de la vigilance** à une distance de 0,50 m de la première marche grâce à un contraste visuel et tactile.

La première et la dernière marches doivent être pourvues d'une **contremarche** d'une hauteur minimale de 0,10 m, visuellement contrastée par rapport à la marche.

Les **nez de marches** doivent répondre aux exigences suivantes :

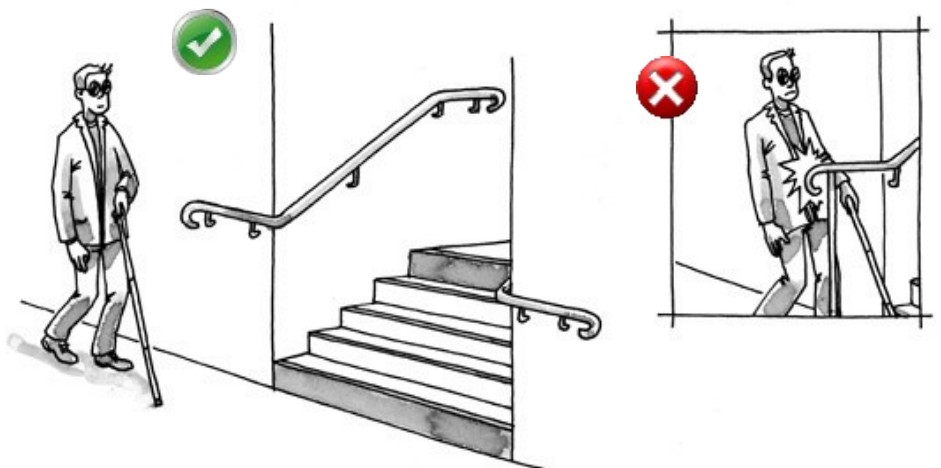
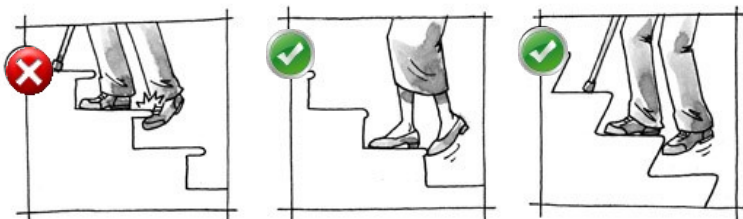
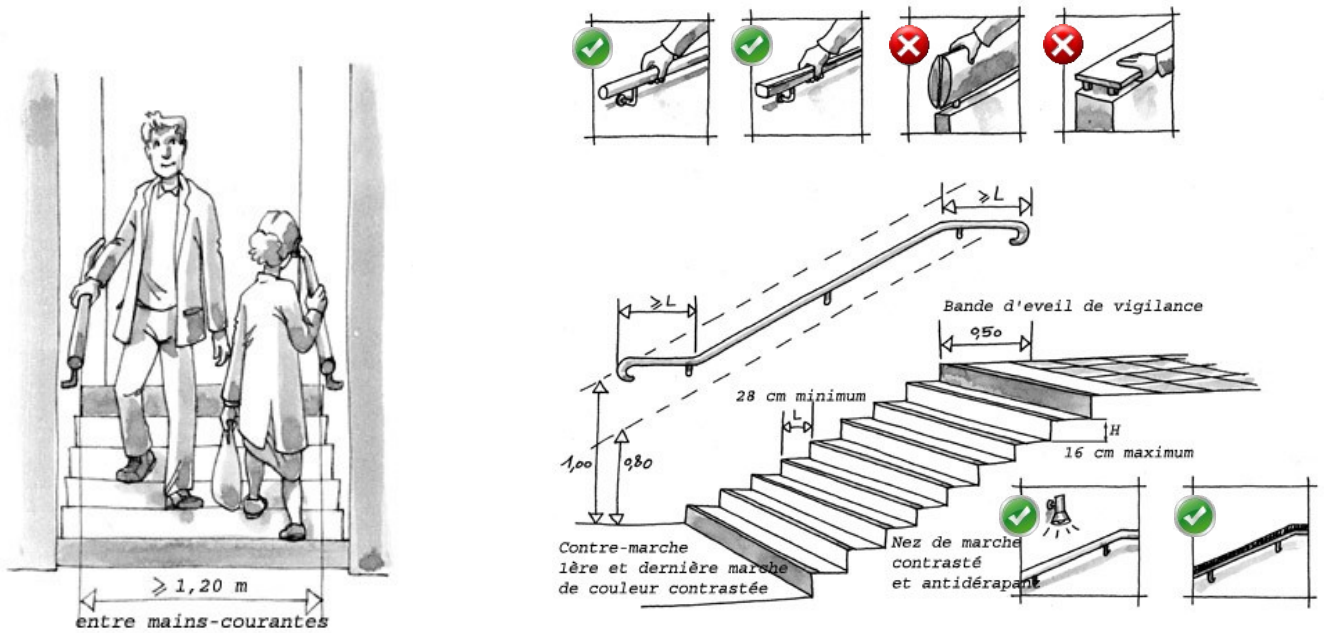
- ✓ être contrastés visuellement par rapport au reste de l'escalier,
- ✓ être non glissants,
- ✓ ne pas présenter de débord excessif par rapport à la contremarche.

L'escalier, quelle que soit sa conception, doit comporter une main courante de chaque côté. Toute **main courante** doit répondre aux exigences suivantes :

- ✓ être située à une hauteur comprise entre 0,80 m et 1,00 m. Toutefois, lorsqu'un garde-corps tient lieu de main courante, celle-ci devra être située pour des motifs de sécurité à la hauteur minimale requise pour le garde-corps,
- ✓ se prolonger horizontalement de la longueur d'une marche au-delà de la première et de la dernière marche de chaque volée sans pour autant créer d'obstacle au niveau des circulations horizontales,
- ✓ être continue, rigide et facilement préhensible.

4 - Les circulations verticales

Les escaliers



4 - Les circulations **verticales**

Les ascenseurs

Tous les ascenseurs doivent pouvoir être utilisés par les personnes handicapées. Les caractéristiques et la disposition des commandes extérieures et intérieures à la cabine doivent, notamment, permettre leur repérage et leur utilisation par ces personnes. Dans les ascenseurs, des dispositifs doivent permettre de prendre appui et de recevoir par des moyens adaptés les informations liées aux mouvements de la cabine, aux étages desservis et au système d'alarme.

Un ascenseur est **obligatoire** :

- ✓ si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs atteint ou dépasse cinquante personnes,
- ✓ lorsque l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs n'atteint pas cinquante personnes et que certaines prestations ne peuvent être offertes au rez-de-chaussée.

Le seuil de cinquante personnes est porté à cent personnes pour les établissements d'enseignement.

Les ascenseurs doivent être conformes à la **norme** NF EN 81-70 relative à " l'accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap ".

Un appareil **élévateur** ne peut remplacer un ascenseur que si une dérogation est obtenue dans les conditions fixées à l'article R. 111-19-6. Dans ce cas, l'appareil élévateur doit être d'usage permanent et respecter la norme NFP 82.222 ou la Directive européenne 98/37/CEE.

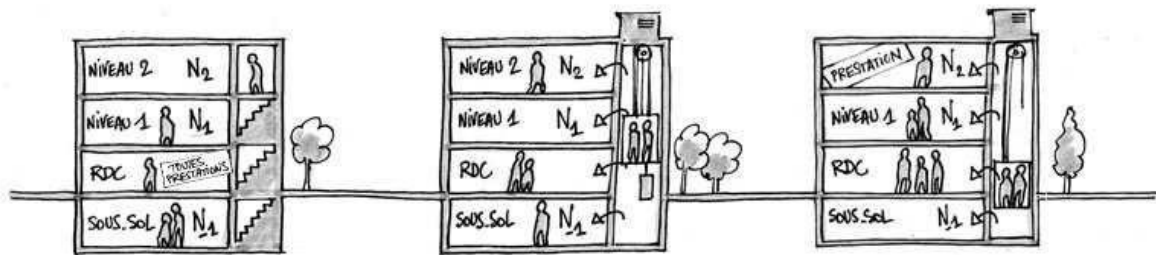
Dans l'Aveyron, la **dérogation** doit être adressée à la Direction départementale des territoires (DDT), SEDPR,
Secrétariat de la sous-commission départementale d'accessibilité,
9 rue de Bruxelles – Bourran BP 3370 - 12033 RODEZ Cedex9 – 05 65 75 49 78 – 05 65 75 49 79

Exigences dimensionnelles et qualitatives

4 - Les circulations verticales

Les ascenseurs

N = nombre de personnes pouvant être reçues simultanément à l'étage



Si $N_{-1} + N_1 + N_2 < 50$
Toutes les prestations de l'ERP
sont délivrables au RDC

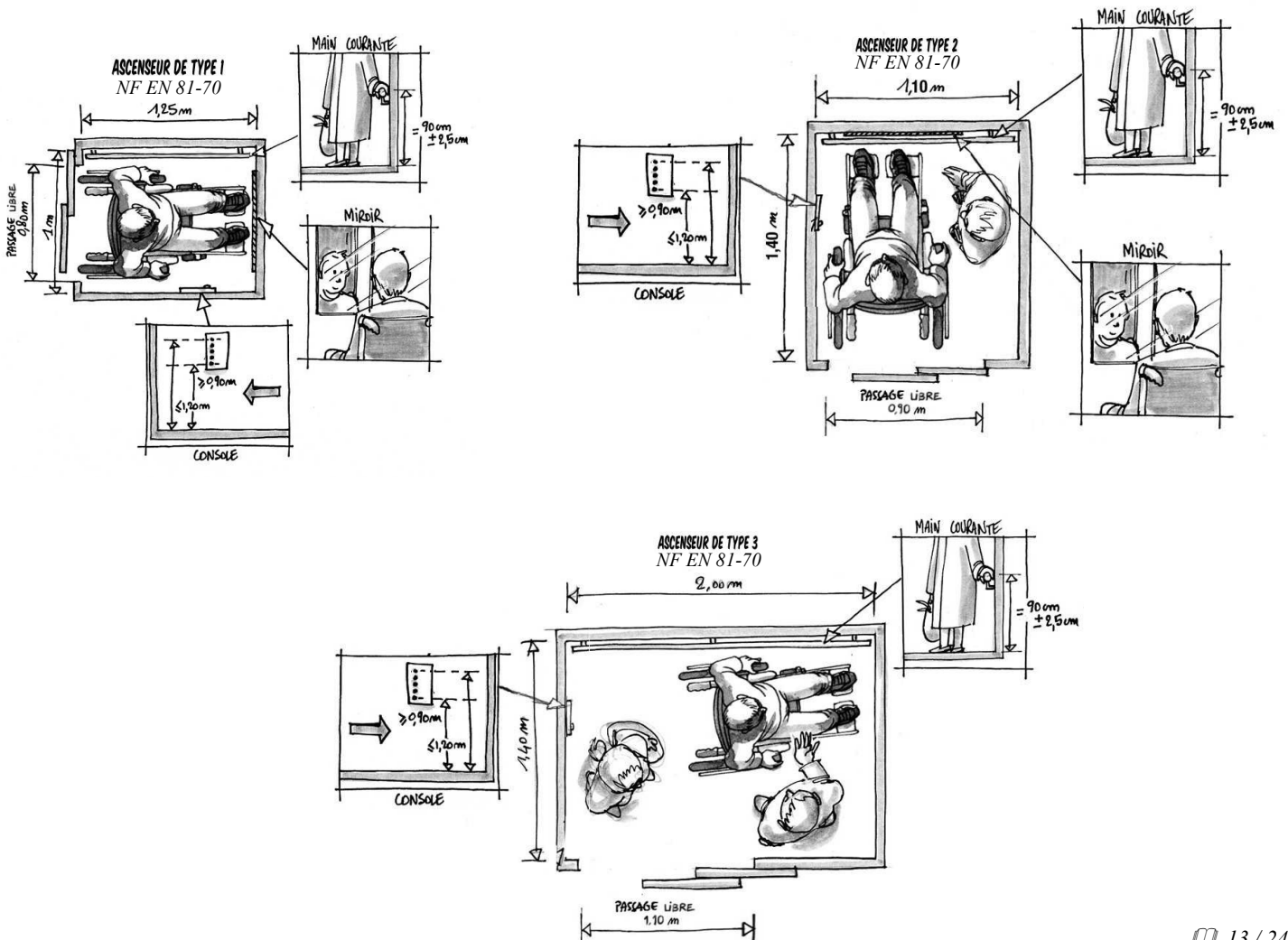
☞ pas d'obligation d'ascenseur

Si $N_{-1} + N_1 + N_2 \geq 50$

☞ obligation d'ascenseur

Quel que soit $N_{-1} + N_1 + N_2$
Si une prestation particulière
de l'ERP n'est pas offerte au RDC

☞ obligation d'ascenseur



5 - Les équipements

Les usagers handicapés doivent pouvoir accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public et en ressortir de manière autonome.

Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service situés dans les établissements recevant du public ou dans les installations ouvertes au public doivent pouvoir être repérés, atteints et utilisés par les personnes handicapées. La disposition des équipements ne doit pas créer d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.

Les **systèmes de communication** entre le public et le personnel ainsi que les dispositifs de commande manuelle mis à la disposition du public doivent répondre aux exigences suivantes :

- ✓ être situés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant,
- ✓ être situés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m.

Le système d'ouverture des portes doit être utilisable en position " debout " comme en position " assis ".

Un espace d'usage est nécessaire devant chaque équipement ou aménagement situé le long du cheminement afin d'en permettre l'atteinte et l'usage.

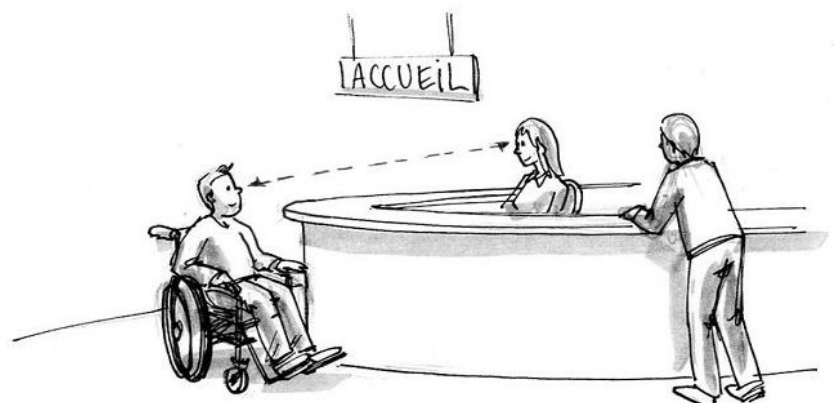
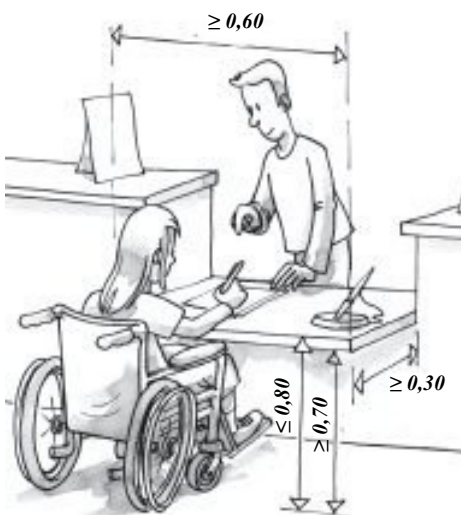
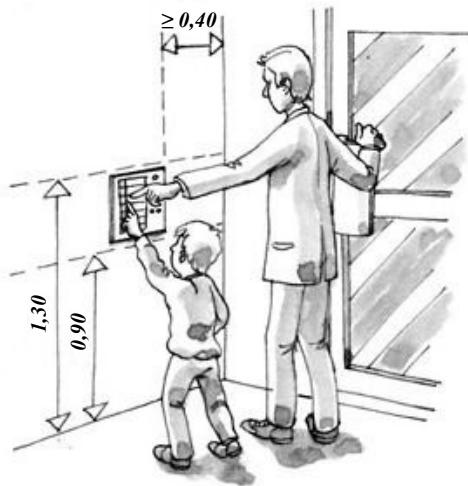
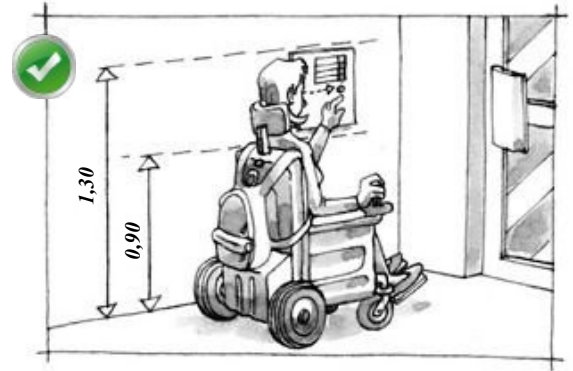
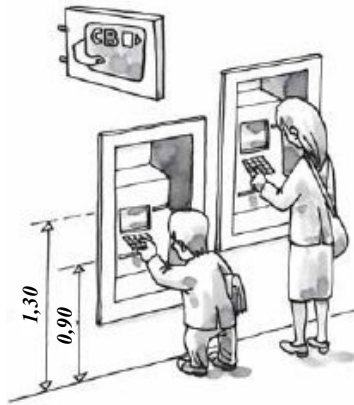
Lorsqu'il existe un **dispositif de déverrouillage** électrique, il doit permettre à une personne à mobilité réduite d'atteindre la porte et d'entamer la manœuvre d'ouverture avant que la porte ne soit à nouveau verrouillée.

Les **banques d'accueil** doivent être utilisables par une personne en position " debout " comme en position " assis " et permettre la communication visuelle entre les usagers et le personnel. Lorsque des usages tels que lire, écrire, utiliser un clavier sont requis, une partie au moins de l'équipement doit présenter les caractéristiques suivantes :

- ✓ une hauteur maximale de 0,80 m,
- ✓ un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.

Lorsque **l'accueil** est **sonorisé**, il doit être équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique, signalé par un pictogramme.

5 - Les équipements



6 - Les sanitaires

Chaque niveau accessible, lorsque des sanitaires y sont prévus pour le public, doit comporter au moins un cabinet d'aisances aménagé pour les personnes handicapées circulant en fauteuil roulant et comportant un lavabo accessible. Les cabinets d'aisances aménagés doivent être installés au même emplacement que les autres cabinets d'aisances lorsque ceux-ci sont regroupés.

Un cabinet d'aisances aménagé pour les personnes handicapées doit comporter :

- ✓ un **espace d'usage**, en dehors du débattement de porte, accessible à une personne en fauteuil roulant, situé latéralement par rapport à la cuvette,
- ✓ un **espace de manœuvre** avec possibilité de demi-tour, situé à l'intérieur du cabinet ou, à défaut, en extérieur devant la porte.

Un cabinet d'aisances aménagé pour les personnes handicapées doit comporter les **équipements** suivants :

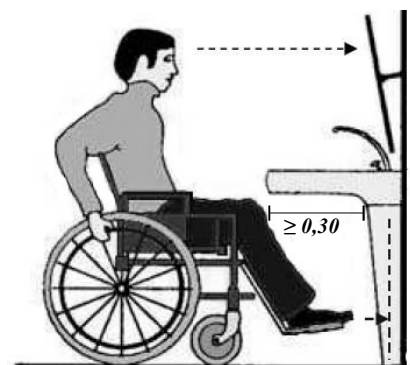
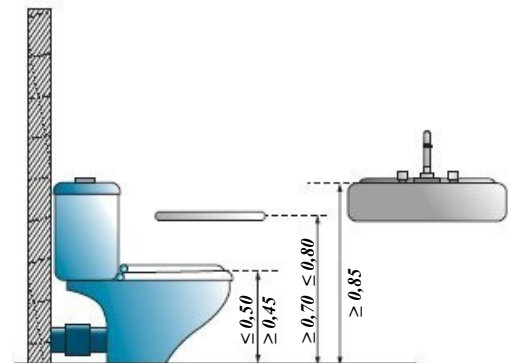
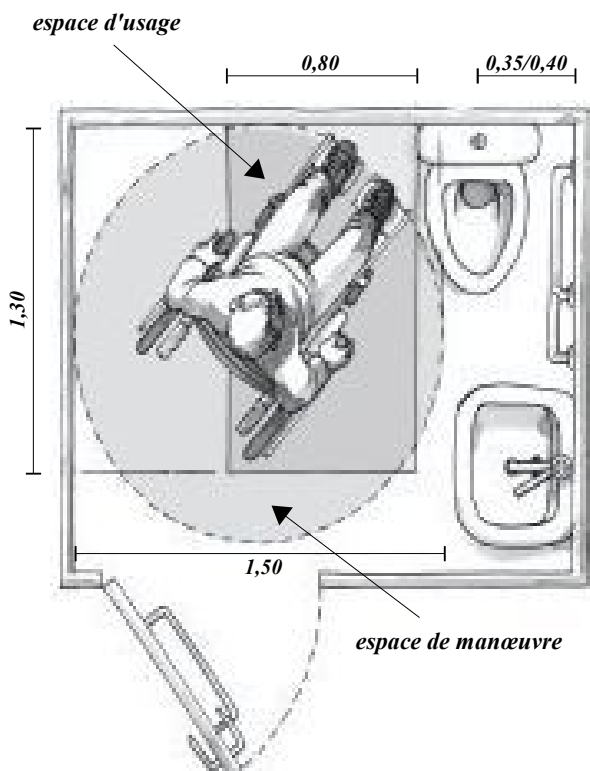
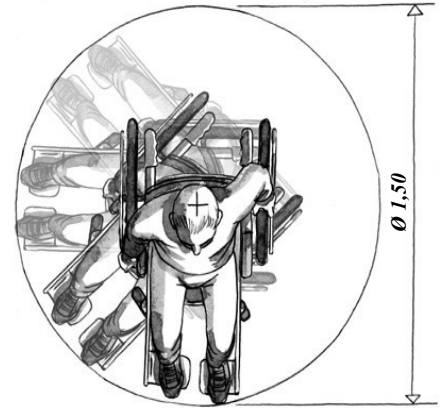
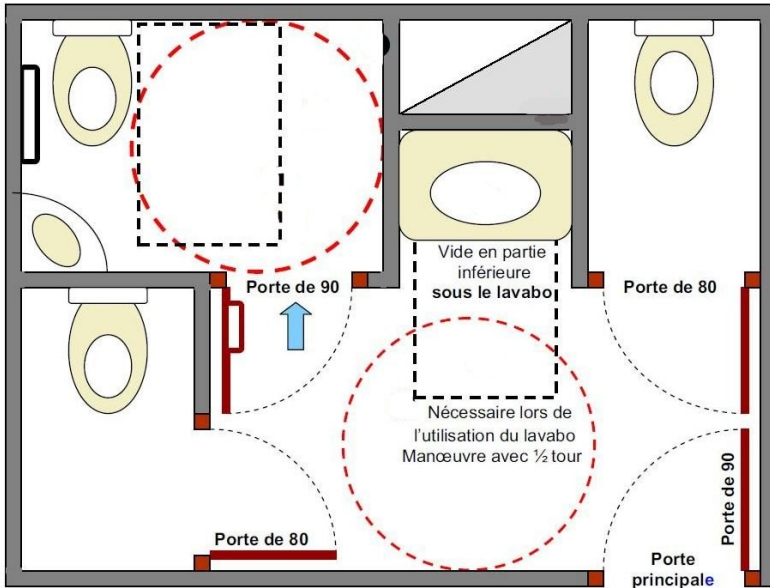
- ✓ un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré,
- ✓ un lave-mains dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85 m,
- ✓ la surface d'assise de la cuvette doit être située à une hauteur comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol, abattant inclus, à l'exception des sanitaires destinés spécifiquement à l'usage d'enfants,
- ✓ une barre d'appui latérale doit être prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage. La barre doit être située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m. Sa fixation ainsi que le support doivent permettre à un adulte de prendre appui de tout son poids.

Un **lavabo** accessible doit présenter un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. Le choix de l'équipement ainsi que le choix et le positionnement de la robinetterie doivent permettre un usage complet du lavabo en position assis.

Lorsque des urinoirs sont disposés en batterie, ils doivent être positionnés à des hauteurs différentes.

Exigences dimensionnelles et qualitatives

6 - Les sanitaires



Exigences réglementaires générales

7 - Le public assis

Tout établissement ou installation accueillant du public assis doit pouvoir recevoir des personnes handicapées dans les mêmes conditions d'accès et d'utilisation que celles offertes aux personnes valides.

Le nombre d'emplacements accessibles est d'au moins 2 jusqu'à 50 places et d'un emplacement supplémentaire par tranche ou fraction de 50 places en sus. Au-delà de 1 000 places, le nombre d'emplacements accessibles, qui ne saurait être inférieur à 20, est fixé par arrêté municipal.

Chaque emplacement accessible doit correspondre à un espace d'usage.

Le cheminement d'accès à ces emplacements doit présenter les mêmes caractéristiques que les circulations intérieures.

8 - Les locaux d'hébergement

Tout établissement disposant de locaux d'hébergement pour le public doit comporter des chambres aménagées et accessibles de manière à pouvoir être occupées par des personnes handicapées.

Le nombre minimal de chambres adaptées est défini de la façon suivante :

- ✓ 1 chambre si l'établissement ne comporte pas plus de 20 chambres,
- ✓ 2 chambres si l'établissement ne compte pas plus de 50 chambres,
- ✓ 1 chambre supplémentaire par tranche ou fraction de 50 chambres supplémentaire au-delà de 50.

Pour les établissements d'hébergement de personnes âgées ou de personnes présentant un handicap moteur, l'ensemble des chambres ou logements, salles d'eau, douches et w.-c. doivent être adaptés.

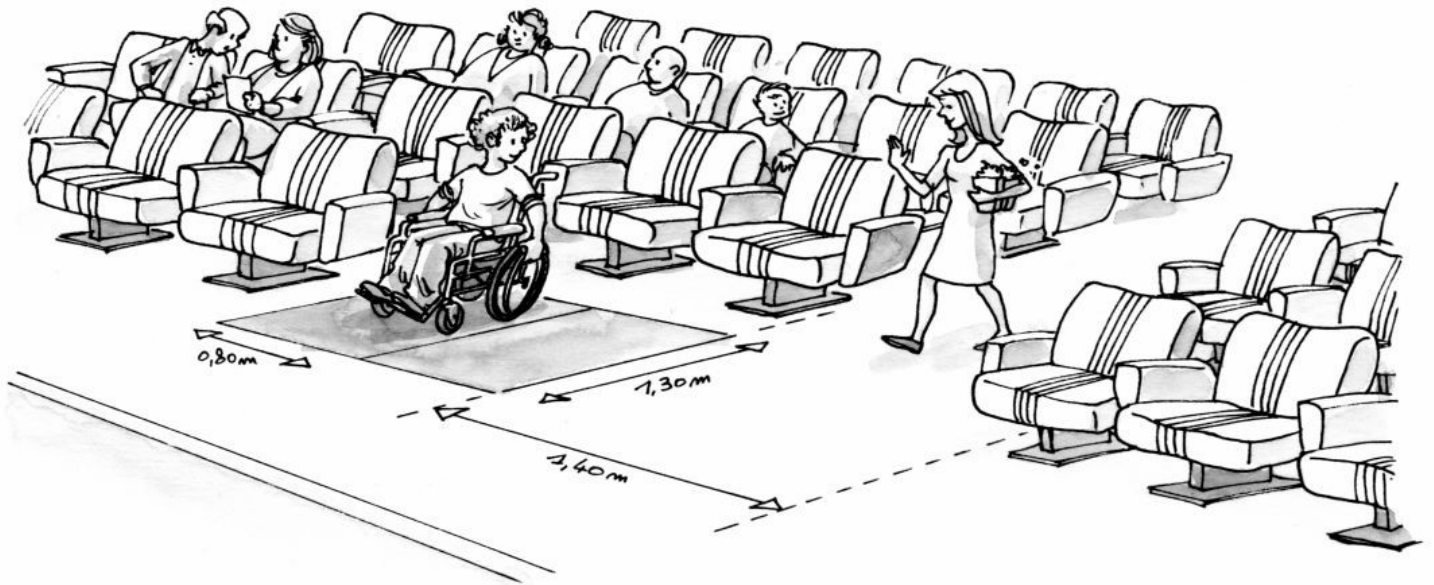
Les chambres adaptées sont réparties entre les différents niveaux desservis par ascenseur.

Une chambre adaptée doit comporter en dehors du débatement de porte éventuel et de l'emprise d'un lit de 1,40 m x 1,90 m :

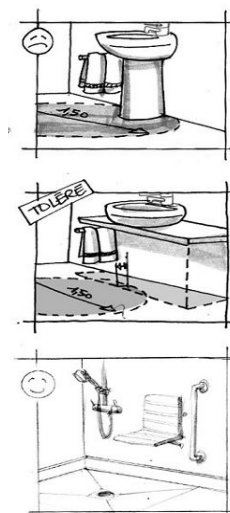
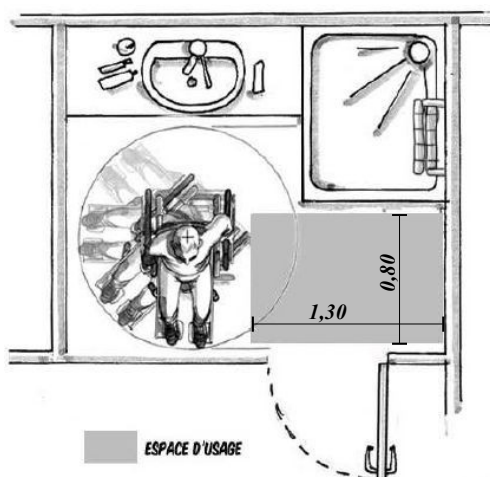
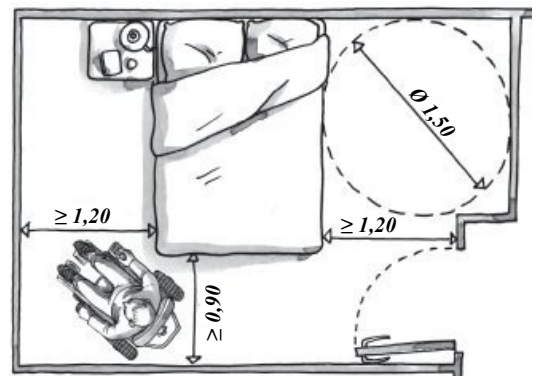
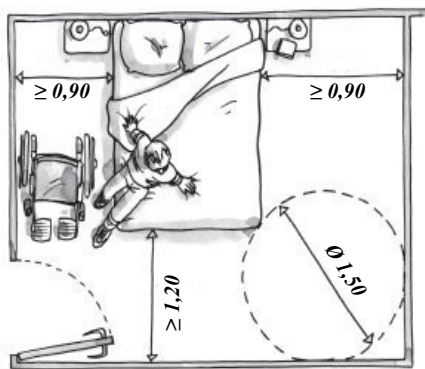
- ✓ un espace libre d'au moins 1,50 m de diamètre,
- ✓ un passage d'au moins 0,90 m sur les deux grands côtés du lit et un passage d'au moins 1,20 m sur le petit côté libre du lit, ou un passage d'au moins 1,20 m sur les deux grands côtés du lit et un passage d'au moins 0,90 m sur le petit côté libre du lit.

Exigences dimensionnelles et qualitatives

7 - Le public assis



8 - Les locaux d'hébergement



9 - Les douches et cabines

Lorsqu'il y a lieu à déshabillage ou essayage en cabine, au moins une cabine doit être aménagée et accessible par un cheminement praticable. Lorsqu'il existe des douches, au moins une douche doit être aménagée et accessible par un cheminement praticable. Les cabines et les douches aménagées doivent être installées au même emplacement que les autres cabines ou douches lorsque celles-ci sont regroupées.

Les douches aménagées doivent comporter en dehors du débattement de porte éventuel :

- ✓ un siphon de sol,
- ✓ un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position " debout ",
- ✓ un espace d'usage situé latéralement par rapport à cet équipement,
- ✓ des équipements accessibles en position " assis ", notamment des patères, robinetterie, sèche-cheveux, miroirs, dispositif de fermeture des portes.

Les cabines aménagées doivent comporter en dehors du débattement de porte éventuel :

- ✓ un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour,
- ✓ un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position " debout ".

10 - Les caisses de paiement

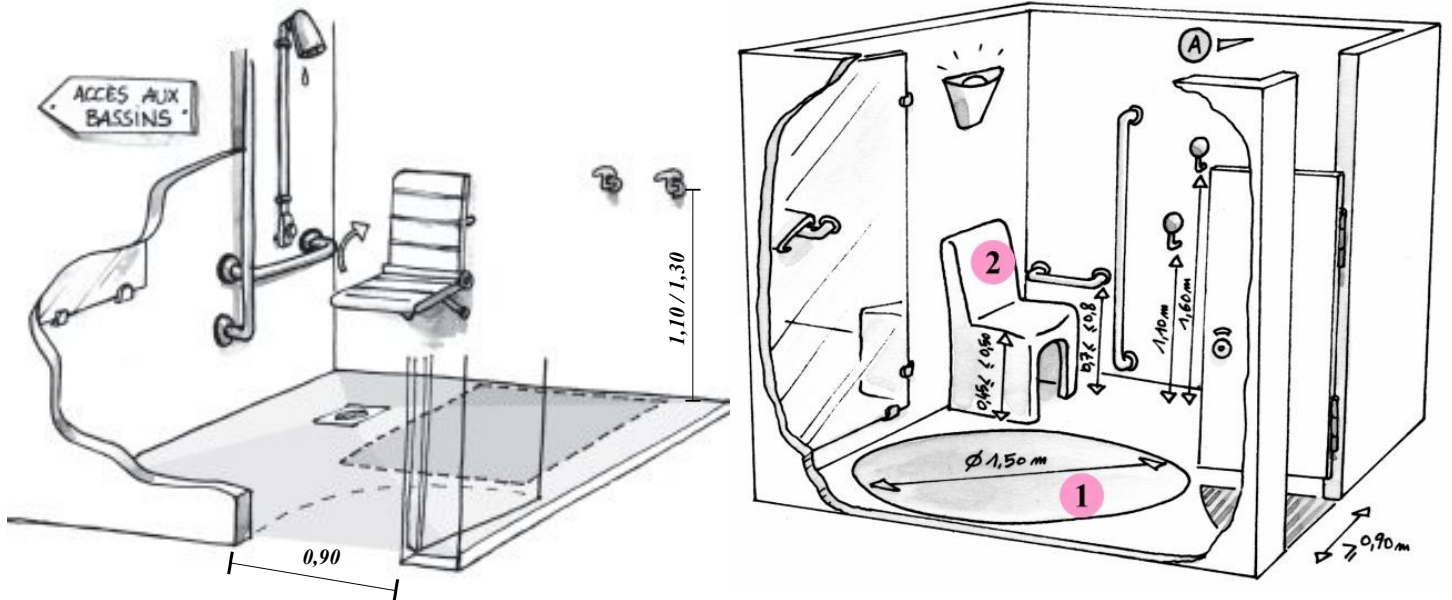
Lorsqu'il existe des caisses de paiement disposées en batterie, un nombre minimum de caisses, défini en fonction du nombre total de caisses, doivent être aménagées, accessibles par un cheminement praticable et l'une d'entre elles doit être prioritairement ouverte.

Le nombre minimal de caisses adaptées est de une caisse par tranche de 20, arrondi à l'unité supérieure.

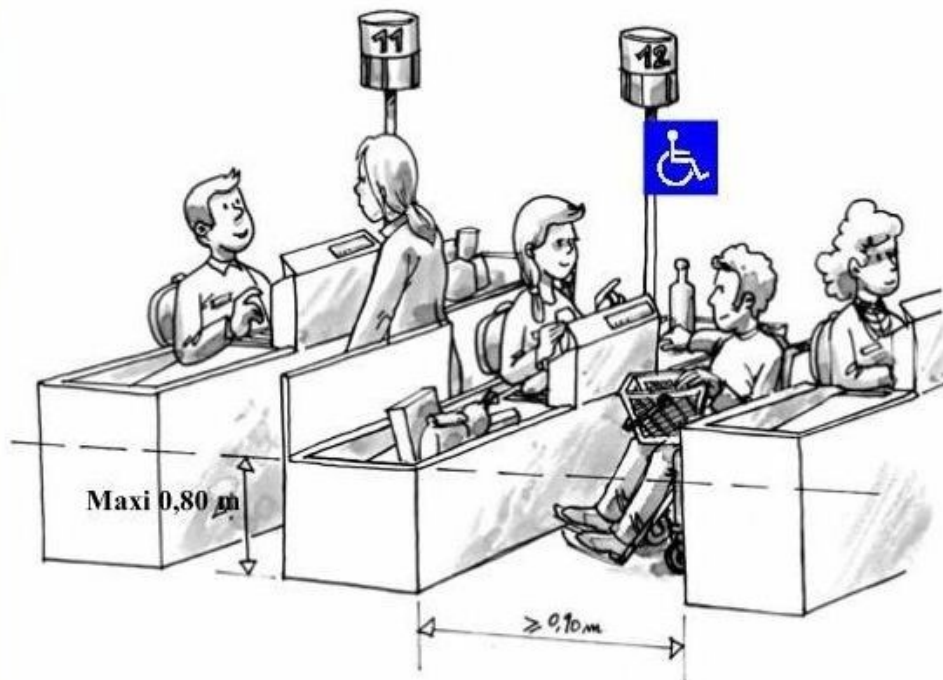
Elles sont munies d'un affichage directement lisible par l'utilisateur afin de permettre aux personnes sourdes ou malentendantes de recevoir l'information sur le prix à payer.

La largeur minimale du cheminement d'accès aux caisses adaptées doit être de 0,90 m.

9 - Les douches et cabines



10 - Les caisses de paiement



11 - L'éclairage

La qualité de l'éclairage, artificiel ou naturel, des circulations intérieures et extérieures doit être telle que l'ensemble du cheminement est traité sans créer de gêne visuelle. Les parties du cheminement qui peuvent être source de perte d'équilibre pour les personnes handicapées, les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.

Le dispositif d'éclairage artificiel doit permettre d'assurer des valeurs d'éclairement mesurées au sol d'au moins :

- ✓ 20 lux en tout point du cheminement extérieur accessible,
- ✓ 200 lux au droit des postes d'accueil,
- ✓ 100 lux en tout point des circulations intérieures horizontales,
- ✓ 150 lux en tout point de chaque escalier et équipement mobile,
- ✓ 50 lux en tout point des circulations piétonnes des parcs de stationnement,
- ✓ 20 lux en tout autre point des parcs de stationnement.

Lorsque la durée de fonctionnement d'un système d'éclairage est temporisée, **l'extinction** doit être **progressive**.

Dans le cas d'un fonctionnement par détection de présence, la détection doit couvrir l'ensemble de l'espace concerné et deux zones de détection successives doivent obligatoirement se chevaucher.

12 – L'information & signalisation

Lorsque des informations permanentes sont fournies aux visiteurs par le moyen d'une signalisation visuelle ou sonore, celles-ci doivent pouvoir être reçues et interprétées par un visiteur handicapé. Les éléments d'information et de signalisation doivent être visibles et lisibles par tous les usagers. En outre, les éléments de signalisation doivent être compréhensibles notamment par les personnes atteintes de déficience mentale.

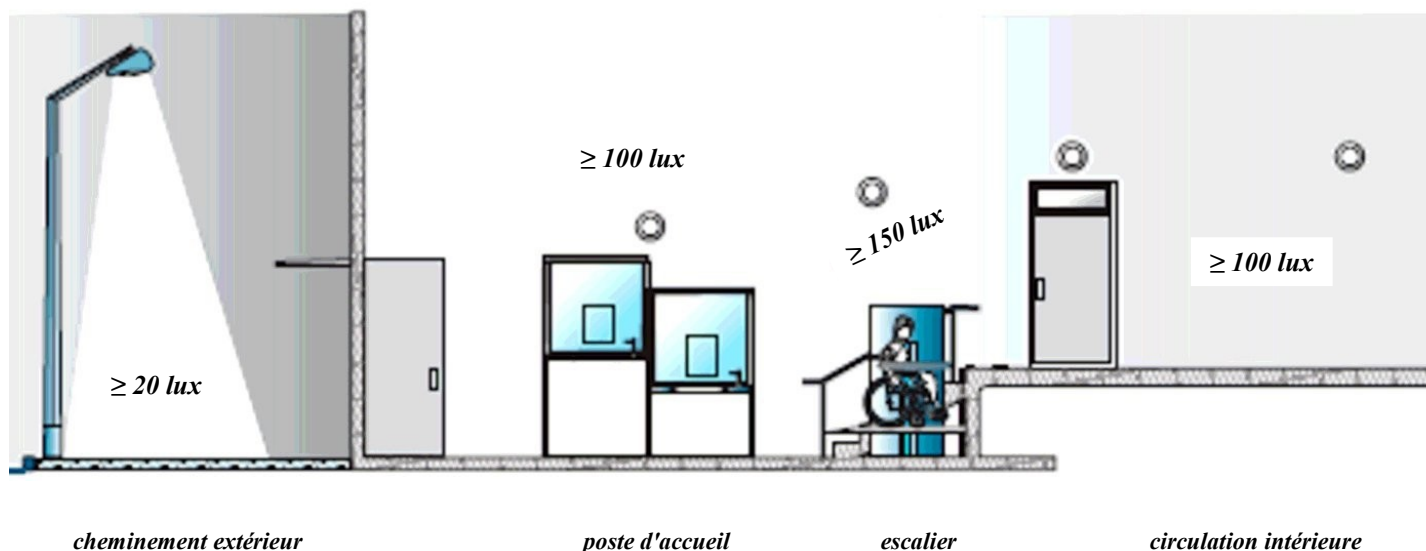
Les supports d'information doivent :

- ✓ être contrastés par rapport à leur environnement immédiat,
- ✓ permettre une vision et une lecture en position " debout " comme en position " assis ",
- ✓ être choisis, positionnés et orientés de façon à éviter tout effet d'éblouissement, de reflet ou de contre-jour dû à l'éclairage naturel ou artificiel.

La signalisation doit recourir autant que possible à des icônes ou à des pictogrammes.

Lorsqu'ils existent, le recours aux pictogrammes normalisés s'impose.

11 - L'éclairage



12 – L'information & signalisation

Conseils pour déterminer la hauteur des caractères : $D/30 = h$

Lecture proche		Lecture éloignée	
D	h	D	h
0,45 m	15 mm	4,50 m	150 mm
0,75 m	25 mm	3,00 m	100 mm
1,50 m	50 mm	6,00 m	200 mm
2,15 m	75 mm	10,00 m	333 mm

Pour un seul mot, utiliser uniquement les caractères majuscules,

" RESTAURANT "

Pour un groupe de mots, utiliser les caractères majuscules et minuscules,

" Salle Aubrac "

Des polices de caractères simples et réguliers doivent être utilisées.

Rappel de la réglementation

Le contenu du dossier spécifique accessibilité

Article R111-19-14 du C.C.H.

L'autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes :

- Aux règles d'accessibilité aux personnes handicapées prescrites, pour la construction ou la création d'un établissement recevant du public, à la sous-section 4 de la présente section ou, pour l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public existant, à la sous-section 5 de la même section ;
- Aux règles de sécurité prescrites aux articles R. 123-1 à R. 123-21.

Article R111-19-17 du C.C.H.

La demande d'autorisation est présentée en quatre exemplaires indiquant l'identité et l'adresse du demandeur, le cas échéant l'identité de l'exploitant ultérieur, les éléments de détermination de l'effectif du public au sens des articles R. 123-18 et R. 123-19, ainsi que la catégorie et le type de l'établissement pour lequel la demande est présentée.

Sont joints à la demande, en trois exemplaires :

- Un dossier permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées, comprenant les pièces mentionnées aux articles R. 111-19-18 et R. 111-19-19 ;
- Un dossier permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité, comprenant les pièces mentionnées à l'article R. 123-22.

Article R111-19-18 du C.C.H.

Le dossier, mentionné au a de l'article R. 111-19-17, comprend les pièces suivantes :

- Un plan coté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ainsi que les conditions de raccordement entre la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement ;
- Un plan coté en trois dimensions précisant les circulations intérieures horizontales et verticales, les aires de stationnement et, s'il y a lieu, les locaux sanitaires destinés au public. Dans les cas visés au a du III de l'article R. 111-19-8, le plan précise la délimitation de la partie de bâtiment accessible aux personnes handicapées ;
- Une notice expliquant comment le projet prend en compte l'accessibilité aux personnes handicapées, en ce qui concerne :
 - Les dimensions des locaux et les caractéristiques des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public qui sont définis par arrêté du ministre chargé de la construction ;
 - La nature et la couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds ;
 - Le traitement acoustique des espaces ;
 - Le dispositif d'éclairage des parties communes.

Article R111-19-19 du C.C.H.

La notice prévue au 3° de l'article R. 111-19-18 est complétée, selon les cas, par les informations suivantes :

- Si les travaux sont relatifs à un établissement mentionné à l'article R. 111-19-3, elle précise les engagements du constructeur sur :
 - Les emplacements accessibles aux personnes handicapées, dans un établissement ou une installation recevant du public assis ;
 - Le nombre et les caractéristiques des chambres, salles d'eau et cabinets d'aisance accessibles aux personnes handicapées, dans un établissement disposant de locaux d'hébergement destinés au public ;
 - Le nombre et les caractéristiques des cabines et douches accessibles aux personnes handicapées, dans un établissement ou une installation comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage ou des douches ;
 - Le nombre de caisses aménagées pour être accessibles aux personnes handicapées, dans un établissement ou une installation comportant des caisses de paiement disposées en batterie ;
- Pour les établissements visés aux articles R. 111-19-5 et R. 111-19-12, la notice indique comment le projet satisfait aux règles particulières fixées par les arrêtés prévus par ces articles ;
- Dans les cas visés au a) du III de l'article R. 111-19-8, elle décrit, s'il y a lieu, les mesures de substitution ponctuelles prises pour donner accès aux personnes handicapées ;
- S'il est recouru à des conditions particulières d'application des règles d'accessibilité conformément au I de l'article R. 111-19-11, la notice justifie ce recours ;
- Si les travaux sont relatifs à une enceinte sportive, un établissement de plein air ou un établissement conçu en vue d'offrir au public une prestation visuelle ou sonore, elle indique comment le projet satisfait aux caractéristiques prescrites par les arrêtés prévus à l'article R.111-19-4 et au II de l'article R. 111-19-11 ;
- Dans le cas où une dérogation aux règles d'accessibilité est demandée, la notice indique les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger, les éléments du projet auxquels s'appliquent ces dérogations et les justifications de chaque demande. Si l'établissement remplit une mission de service public, elle indique en outre les mesures de substitution proposées.

Article R123-19 du C.C.H.

- 1^{ère} catégorie : au dessus de 1 500 personnes ;
- 2^{ème} catégorie : de 701 à 1 500 personnes ;
- 3^{ème} catégorie : de 301 à 700 personnes ;
- 4^{ème} catégorie : 300 personnes et au-dessous, à l'exception des établissements compris dans la 5^{ème} catégorie ;
- 5^{ème} catégorie : établissements faisant l'objet de l'article R123-14 dans lesquels l'effectif du public n'atteint pas le chiffre minimum fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'exploitation.

Le contrôle

Article R111-19-27 du C.C.H.

A l'issue des travaux mentionnés aux sous-sections 1 à 5 et soumis au permis de construire prévu à l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme, l'attestation prévue à l'article L. 111-7-4 est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte, au sens de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture susvisée, qui ne peut être celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé la demande de permis de construire. L'attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R. 462-1 du code de l'urbanisme.

Les personnes mentionnées à l'article R. 111-18-4 du présent code qui construisent ou améliorent un logement pour leur propre usage sont dispensées de fournir l'attestation prévue au premier alinéa.

Un arrêté du ministre chargé de la construction détermine, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article.

Article R111-19-29 du C.C.H.

L'autorisation d'ouverture prévue à l'article L. 111-8-3 est délivrée au nom de l'Etat par l'autorité définie à l'article R. 111-19-13 :

- Au vu de l'attestation établie en application de l'article R. 111-19-27, lorsque les travaux ont fait l'objet d'un permis de construire ;
- Après avis de la commission compétente en application de l'article R. 111-19-30, lorsque l'établissement n'a pas fait l'objet de travaux ou n'a fait l'objet que de travaux non soumis à permis de construire. La commission se prononce après visite des lieux pour les établissements de la première à la quatrième catégorie au sens de l'article R. 123-19 ;
- Après avis de la commission de sécurité compétente, en application des articles R. 123-45 et R.123-46.

L'autorisation d'ouverture est notifiée à l'exploitant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Lorsque l'autorisation est délivrée par le maire, celui-ci transmet copie de sa décision au préfet.

Les sanctions

Article R152-6 du C.C.H.

Sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues notamment aux articles L. 480-2 à L. 480-9 du code de l'urbanisme et L. 152-2 à L. 152-9 du présent code, tout constructeur, propriétaire, exploitant d'un établissement soumis aux dispositions du présent chapitre qui contrevient aux dispositions des articles R. 123-21, 3e alinéa, R. 123-23, R. 123-25, R. 123-43

et R. 123-44, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe. Est puni des mêmes peines tout constructeur, propriétaire, exploitant qui ouvre un établissement au public sans les visites de contrôle prévues à l'article R. 123-45, 2e alinéa, sans l'autorisation d'ouverture prévue à l'article R. 123-46. Dans ces deux cas, l'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de journées d'ouverture sans visite de contrôle, sans autorisation ou sans déclaration d'ouverture.

Est puni des mêmes peines quiconque contrevient aux obligations définies à l'article R. 123-7, alinéa 2, et aux articles R. 123-8, R. 123-9 et R. 123-11.

Article L152-4 du C.C.H.

Est puni d'une amende de 45 000 euros le fait, pour les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou toute autre personne responsable de l'exécution de travaux, de méconnaître les obligations imposées par les articles L. 111-4, L. 111-7, L. 111-8, L. 111-9, L. 111-10, L. 111-10-1, L. 111-10-4, L. 112-17, L. 112-18, L. 112-19, L. 125-3, L. 131-4 et L. 135-1, par les règlements pris pour leur application ou par les autorisations délivrées en conformité avec leurs dispositions. En cas de récidive, une peine d'emprisonnement de six mois peut en outre être prononcée.

Les peines prévues à l'alinéa précédent sont également applicables :

- En cas d'inexécution, dans les délais prescrits, de tous travaux accessoires d'aménagement ou de démolition imposés par les autorisations mentionnées au premier alinéa ;
- En cas d'observation, par les bénéficiaires d'autorisations accordées pour une durée limitée ou à titre précaire, des délais impartis pour le rétablissement des lieux dans leur état antérieur ou la réaffectation du sol à son ancien usage.
- Ainsi qu'il est dit à l'article L. 480-12 du code de l'urbanisme ;
- "Sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues aux articles 433-7 et 433-8 du code pénal, quiconque aura mis obstacle à l'exercice du droit de visite prévu à l'article L. 461-1 sera puni d'une amende de 3 750 euros.
- "En outre, un emprisonnement d'un mois pourra être prononcé."
- Les personnes physiques coupables de l'un des délits prévus au présent article encourrent également la peine complémentaire d'affichage ou de diffusion, par la presse écrite ou par tout moyen de communication audiovisuelle, de la décision prononcée, dans les conditions prévues à l'article 131-35 du code pénal.

Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal, des infractions aux dispositions de l'article L. 111-7, ainsi que des règlements pris pour son application ou des autorisations délivrées en conformité avec leurs dispositions. Elles encourrent les peines suivantes :

- L'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- La peine complémentaire d'affichage ou de diffusion, par la presse écrite ou par tout moyen de communication audiovisuelle, de la décision prononcée, dans les conditions prévues à l'article 131-35 du même code ;
- La peine complémentaire d'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer directement ou indirectement une ou plusieurs activités professionnelles ou sociales, selon les modalités prévues à l'article 131-48 du même code.

Direction départementale des territoires de l'Aveyron
SEDPR – UBED
Accessibilité

Jean-Marie DUPLAN - 05 65 75 49 78
jean-marie.duplan@aveyron.gouv.fr
Nadine NEGRE – 05 65 75 49 79
nadine.negre@aveyron.gouv.fr